

### RISOLUZIONE DELL'ASSEMBLEA DELL'ATLANTICO DEL NORD

APPROVATA NELLA SEDUTA DI VENERDÌ 18 NOVEMBRE 1994

Risoluzione n. 255

sulla NATO, sul partenariato per la pace e sull'allargamento dell'alleanza (1)

*Annunziata il 30 gennaio 1995*

#### L'ASSEMBLÉE,

1. Se félicitant de l'adoption par l'Alliance, dans le cadre des principes et des orientations des Nations unies et à l'appui des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, des nouveaux rôles et missions en réponse au nouvel environnement stratégique, laquelle a eu pour conséquence une extension de son influence et de son engagement au-delà des limites traditionnelles;

2. Rappelant la résolution 244 sur l'élargissement de l'OTAN qu'elle a adoptée à l'u-

(1) Présenté directement à l'assemblée plénière par M. William Roth (Etats-Unis), président du Groupe de travail sur l'élargissement de l'OTAN, amendée et adoptée (Washington, DC, novembre 1994).

nanimité à sa session de Copenhague en 1993;

3. Constatant les progrès accomplis par l'Alliance dans l'instauration d'une coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale (ECO) par l'intermédiaire du Conseil de coopération nord-atlantique (CCNA) et, maintenant, de l'initiative du Partenariat pour la paix (Pfp);

4. Accueillant avec satisfaction le *NATO Participation Act* promulgué le 1<sup>er</sup> octobre 1994, qui encourage l'accession rapide de nouveaux membres à l'OTAN et invite les pays membres de celle-ci à fournir une aide appropriée de manière à faciliter la « transition de la Pologne, de la Hongrie, de la République tchèque, de la Slovaquie et d'autres pays signataires du Partenariat pour la paix

hier encore sous domination communiste en vue de leur adhésion effective à l'OTAN », y compris en recourant au transfert de surplus militaires;

5. Constatant que le Pfp donne à tous ses partenaires l'occasion de multiplier les points communs entre leurs institutions de défense et leurs forces armées et, plus spécifiquement, la possibilité de collaborer à l'accomplissement de nouveaux rôles liés au maintien de la paix grâce à la mise en oeuvre du concept des Groupes de forces interarmées multinationales (GFIM), récemment élaboré;

6. Relevant que les coûts inhérents au Partenariat pour la paix et aux GFIM pourraient être supportés plus aisément si les activités ne relevant pas de l'article 5 figuraient dans un programme de l'infrastructure OTAN remanié;

7. Consciente que le CCNA et le Partenariat ne dissipent que partiellement les préoccupations de sécurité des pays désireux de devenir membres à part entière de l'OTAN;

8. Reconnaisant, dès lors, que pour certains pays ECO, le Partenariat représente une étape sur la voie qui mène à une accession effective à l'OTAN, alors que pour d'autres il constitue un instrument de coopération politique et militaire avec l'OTAN;

9. Préoccupée par le fait que les progrès démocratiques et les réformes politiques et économiques accomplis jusqu'à présent dans ces pays risqueraient d'être compromis, faute d'une réponse adéquate de la part de toutes les organisations occidentales, dont l'OTAN;

10. Notant que plusieurs pays ECO bénéficient déjà de relations privilégiées avec de grandes institutions européennes, telles que l'Union européenne (UE) et l'Union de l'Europe occidentale (UEO);

11. Estimant que, plusieurs pays ECO ayant fait des progrès considérables afin de satisfaire à toutes les qualifications norma-

lement exigées pour une admission à l'OTAN, l'Alliance devrait établir des modalités, des critères et un calendrier en vue de leur accession rapide;

12. Notant que la condition prévue par l'article 10 du Traité de l'Atlantique Nord concernant l'accession d'un nouvel Etat au Traité est qu'il s'agisse d'une démocratie européenne susceptible de contribuer à la sécurité de la région de l'Atlantique Nord;

13. Soulignant que l'adhésion à l'OTAN implique des obligations et des contributions aussi bien que des avantages;

14. Soulignant que l'élargissement de l'OTAN ne doit en aucune façon affaiblir les fonctions clés de l'Alliance, à savoir la défense commune, la consultation politique et un puissant lien transatlantique;

15. Reconnaisant que le processus d'élargissement se poursuivra avec d'autres pays, notamment avec ceux qui ont conclu des accords d'associations ou de partenariat avec l'Union européenne ou l'UEO;

16. Convaincue que l'OTAN est avec l'UEO un facteur indispensable à la stabilité en Europe et que, en tant qu'alliances défensives de pays démocratiques, leur élargissement progressif garantira la stabilité de Vancouver à Vladivostok et n'encouragera ni ne se traduira par l'isolement d'aucun pays;

17. Insistant sur la nécessité pour l'OTAN d'établir avec la Russie des relations particulières reposant sur la coopération et le partenariat et reflétant le poids et la responsabilité de ce pays dans la sécurité en Europe, ainsi que de nouer des relations constructives et durables avec les nouveaux Etats indépendants;

18. Invite instamment le Conseil de l'Atlantique Nord:

a) à convenir que l'objectif de l'élargissement de l'OTAN est de faire progresser la stabilité et l'intégration en Europe;

b) à définir les besoins matériels et opérationnels de façon à préparer

l'accession de nouveaux membres à l'OTAN;

c) à engager d'urgence le processus visant à l'admission rapide de nouveaux membres dont le calendrier, les conditions d'adhésion et les obligations y afférents, les protocoles d'accord sur la définition de la procédure d'accession au Traité de l'Atlantique Nord devant être arrêtés au plus tard lors de la première réunion du Conseil de l'Atlantique Nord en session ministérielle en 1995;

d) à engager d'urgence des consultations au sein de l'Alliance sur le processus visant à l'admission de nouveaux membres. Ces consultations devraient porter sur le processus de l'élargissement ainsi que sur ses implications pour la sécurité européenne et l'OTAN elle-même;

e) à convenir que le processus d'accession des pays satisfaisant aux conditions requises doit commencer d'ici deux à cinq ans et à convenir que l'accession soit offerte à tout pays participant au Partenariat dès qu'il aura satisfait aux conditions requises;

f) à encourager les Etats membres du Conseil de l'Atlantique Nord à promulguer des mesures qui, comme le *NATO Participation Act* des Etats-Unis, sont censées accélérer l'interopérabilité et l'intégration des candidats d'Europe centrale prêts à accéder à l'OTAN;

g) à poursuivre sa collaboration avec les autres pays intéressés au Partenariat, afin d'améliorer leur niveau de qualification en tant que candidats à l'accession et d'arrêter un calendrier d'admission précis;

h) à déterminer de façon précise dans quelle mesure le Partenariat contribue en fait à l'harmonisation des procédures et fa-

cilite l'interopérabilité entre l'OTAN et d'autres pays participants;

i) à veiller à ce que tous les membres et partenaires de l'Alliance participent de manière globale et équitable à la mise en oeuvre du programme de travail du Partenariat, y compris à l'attribution de ressources financières appropriées et à cet égard, à inclure le financement des initiatives du Partenariat et des besoins en infrastructures du quartier général des Groupes de forces interarmées multinationales dans le cadre du programme de l'infrastructure OTAN;

j) à instaurer avec la Russie un lien stratégique instituant des consultations périodiques et une coopération continue dans des domaines d'intérêt commun, tels que les problèmes régionaux, la démilitarisation, les questions nucléaires, la non-prolifération et les missions de soutien de la paix;

k) à donner un caractère formel à ces relations essentielles entre l'OTAN et la Russie, tant dans le cadre qu'en dehors du Partenariat et à améliorer et donner un caractère formel aux relations avec d'autres nouveaux Etats indépendants;

l) à promouvoir, dans l'intérêt de la sécurité et de la coopération, la conclusion d'accords plus efficaces entre l'OTAN et l'UEO, ainsi qu'entre d'autres organisations, à savoir: l'ONU, la CSCE et le CCNA;

19. Invite instamment la Commission permanente à lancer des procédures appropriées visant à faciliter l'élargissement de l'Assemblée de l'Atlantique Nord en accord avec les changements structurels que connaît l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

## N. B. Traduzione non ufficiale

Risoluzione n. 255  
sulla NATO, sul partenariato per la pace e sull'allargamento dell'alleanza (1)

## L'ASSEMBLEA, (1)

1. Felicitandosi dell'adozione da parte dell'Alleanza, nel quadro dei principi e degli orientamenti delle Nazioni unite e a sostegno delle risoluzioni del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite, di nuovi ruoli e missioni in risposta al nuovo ambito strategico, che ha avuto come conseguenza una estensione della sua influenza e del suo impegno al di là dei limiti tradizionali;

2. Ricordando la Risoluzione 244 sull'allargamento della NATO che è stata adottata all'unanimità alla sua sessione di Copenaghen nel 1993;

3. Constatando i progressi compiuti dall'Alleanza nello sviluppo di una cooperazione con i paesi dell'Europa Centrale ed Orientale (PECO) tramite il Consiglio di Cooperazione Nord-Atlantico (CCNA) e, attualmente, dall'iniziativa di Partenariato per la Pace (PFP);

(1) Presentata direttamente all'assemblea plenaria da William Roth (Stati Uniti), presidente del Gruppo di lavoro sull'allargamento della NATO, emendato e adottato (Washington, DC, novembre 1994).

4. Accogliendo con soddisfazione il *NATO Participation Act* promulgato il 1° ottobre 1994, che incoraggia l'accesso rapido di nuovi membri alla NATO e invita i paesi membri di questa a fornire un aiuto adeguato per facilitare la « transizione della Polonia, dell'Ungheria, della Repubblica Ceca, della Slovacchia e di altri paesi firmatari del Partenariato per la Pace fino a ieri sotto il dominio comunista verso la loro effettiva adesione alla NATO » ricorrendo anche al trasferimento di mezzi di difesa in eccesso;

5. Constatando che il Partenariato per la Pace dà a tutti i suoi membri l'occasione di moltiplicare i punti comuni tra le loro istituzioni di difesa e le loro forze armate, e più specificatamente la possibilità di collaborare all'adempimento di nuovi ruoli legati al mantenimento della pace grazie alla messa in opera del concetto di Forze di Intervento Multinazionali Combinate (FIMC), recentemente elaborato;

6. Rilevando che i costi inerenti al Partenariato per la Pace e alle FIMC potrebbero essere sostenuti più facilmente se le attività non previste dall'articolo 5 figurassero in un programma di infrastruttura NATO rinnovato;

7. Cosciente che il CCNA ed il Partenariato per la Pace dissipano solo parzialmente le preoccupazioni di sicurezza dei paesi che desiderano diventare membri a tutti gli effetti della NATO;

8. Riconoscendo, dunque, che per certi paesi PECO, il Partenariato rappresenta una tappa sulla via che porta all'accesso effettivo alla NATO, mentre per altri costituisce uno strumento di cooperazione politica e militare con la NATO;

9. Preoccupata dal fatto che i progressi democratici e le riforme politiche ed economiche compiuti fino adesso in questi paesi rischierebbero di essere compromessi, in mancanza di una risposta adeguata da parte di tutte le organizzazioni occidentali, tra cui la NATO;

10. Constatando che vari paesi PECO beneficiano già delle relazioni privilegiate con grandi istituzioni europee, quali l'Unione Europea (UE) e l'Unione dell'Europa Occidentale (UEO);

11. Ritenendo che, avendo numerosi paesi PECO già compiuto progressi considerevoli per soddisfare tutti i requisiti normalmente richiesti per l'ammissione alla NATO, l'Alleanza dovrebbe stabilire modalità, criteri e un calendario in vista di una loro rapida adesione;

12. Constatando che la condizione prevista dall'articolo 10 del Trattato dell'Atlantico del Nord per l'accesso di nuovi membri è che essi siano democrazie europee suscettibili di contribuire alla sicurezza dell'area dell'Atlantico del Nord;

13. Sottolineando che l'adesione alla NATO implica degli obblighi e dei contributi nonché dei vantaggi;

14. Sottolineando che l'allargamento della NATO non deve in nessun modo indebolire le funzioni chiave dell'Alleanza, cioè la difesa comune, la consultazione politica e un potente legame transatlantico;

15. Riconoscendo che il processo di allargamento proseguirà con altri paesi, in

particolare con quelli che hanno concluso accordi di associazione o di partenariato con l'Unione Europea o l'UEO;

16. Convinta che la NATO è con l'UEO un fattore indispensabile per la stabilità in Europa e che, come alleanze difensive di paesi democratici, il loro allargamento progressivo garantirà la stabilità da Vancouver a Vladivostok e non incoraggerà né si tradurrà nell'isolamento di nessun paese;

17. Insistendo sulla necessità per la NATO di instaurare con la Russia delle relazioni particolari che si basino sulla cooperazione e sul partenariato e riflettano il peso e la responsabilità di questo paese per la sicurezza in Europa, nonché di allacciare un rapporto costruttivo e duraturo con i nuovi Stati Indipendenti;

18. Sollecita il Consiglio dell'Atlantico del Nord:

a) a convenire che l'obiettivo dell'allargamento della NATO è di far progredire la stabilità l'integrazione in Europa;

b) a definire i requisiti materiali e operativi allo scopo di preparare l'accesso di nuovi membri alla NATO;

c) ad avviare con urgenza il processo di adesione rapida di nuovi membri nonché di stabilire il calendario, le condizioni di adesione e gli obblighi attinenti, di modo che il protocollo di intesa sulla definizione della procedura al Trattato dell'Atlantico del Nord sia deciso entro la prima riunione del Consiglio dell'Atlantico del Nord nella sua sessione ministeriale del 1995;

d) ad avviare con urgenza delle consultazioni all'interno dell'Alleanza sul processo che mira all'ammissione di nuovi membri. Queste consultazioni dovrebbero riguardare il processo dell'allargamento nonché le conseguenze per la sicurezza europea e sulla NATO stessa;

e) a convenire che il processo di accesso dei paesi che soddisfano i requisiti richiesti deve cominciare entro i prossimi due-cinque anni e a convenire che l'accesso sia offerto a tutti i paesi che partecipano

al Partenariato per la Pace dal momento che avranno soddisfatto i requisiti richiesti;

f) ad invitare gli Stati membri del Consiglio dell'Atlantico del Nord ad adottare delle misure che, come il *NATO Participation Act*, siano volte ad accelerare l'interoperabilità e l'integrazione dei candidati dell'Europa Centrale pronti ad accedere alla NATO;

g) a proseguire la sua collaborazione con gli altri paesi interessati al Partenariato per la Pace, al fine di migliorare il loro livello di qualificazione in qualità di candidati all'accesso e di decidere un calendario di ammissione preciso;

h) a determinare, in modo preciso, in quale misura il Partenariato per la Pace contribuisce attualmente all'armonizzazione delle procedure e facilita l'interoperabilità tra la NATO ed altri paesi partecipanti;

i) a vigilare affinché tutti i membri ed i soci dell'Alleanza partecipino globalmente e equamente alla messa in opera del programma di lavoro del Partenariato per la Pace, nonché ad attribuire risorse finanziarie adeguate e a questo proposito ad includere il finanziamento delle iniziative del Partenariato e delle necessità infrastrutturali del Quartier Generale delle Forze di In-

tervento Multinazionali Combinate nel quadro del programma di infrastruttura NATO;

j) ad instaurare con la Russia un legame strategico che preveda delle consultazioni periodiche e una cooperazione continua sui problemi di interesse comune, quali i problemi regionali, la smilitarizzazione, le questioni nucleari, la non proliferazione e le missioni di sostegno della pace;

k) a dare un carattere formale a queste relazioni essenziali tra la NATO e la Russia, sia nel quadro che al di fuori del Partenariato e a migliorare e dare un carattere formale alle relazioni con altri nuovi Stati indipendenti;

l) a promuovere, nell'interesse della sicurezza e della cooperazione, la conclusione di accordi più efficaci tra la NATO e l'UEO, nonché tra altre organizzazioni, ovvero l'ONU, la CSCE ed il CCNA;

19. Sollecita la Commissione Permanente a lanciare delle procedure che mirino a facilitare l'allargamento dell'Assemblea dell'Atlantico del Nord in conformità ai cambiamenti strutturali che riguardano l'Organizzazione del Trattato dell'Atlantico del Nord.